

*Section II**de la mise en œuvre de la lutte contre la pauvreté pour la période 2001 - 2004*

Article 11 - Au titre de la période 2001 - 2004 les domaines d'action prioritaires retenus par le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté mentionné à l'article 9 ci - dessus sont les suivants :

- l'éducation ;
- la santé ;
- l'eau potable ;
- le développement rural ;
- le développement urbain.

Article 12 - En vue de faciliter l'exécution des politiques de lutte contre la pauvreté pour la période visée à l'article 11 ci - dessus des budgets programmes seront, si nécessaires, élaborés avant le 31 décembre 2001, pour les secteurs de l'éducation et de la santé et, avant le 30 juin 2002, notamment pour les secteurs de l'hydraulique, du développement rural et du développement urbain.

Article 13 - A l'échelle régionale, les orientations du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté sont mises en œuvre à travers des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté.

Les programmes régionaux de lutte contre la pauvreté constituent le cadre de détermination des objectifs régionaux de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations. Ils assurent la mise en cohérence des stratégies et programmes de développement régional et fixent les actions prioritaires pour la région.

Les programmes régionaux de lutte contre la pauvreté sont élaborés et exécutés dans le cadre de concertation prévu à l'article 5, dernier alinéa, ci - dessus. Leur mise en application fait l'objet d'un suivi systématique et d'une évaluation, dans les conditions prévues à l'article 7 ci - dessus en ce qui concerne les plans d'action quadriennaux.

**CHAPITRE IV****DISPOSITIONS FINALES**

Article 14 - Des décrets fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Article 15 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Nouakchott, le 19 juillet 2001

Le Président de la République  
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA

Le Premier Ministre  
CHEIKH EL AVIA OULD MOHAMED  
KHOUNA

*LOI n° 2001 - 051 du 19 juillet 2001 portant institution de la Communauté urbaine de Nouakchott.*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - Il est institué un établissement public de coopération intercommunale, dénommé « Communauté urbaine de Nouakchott » dont les règles d'organisation et de fonctionnement sont fixées par les dispositions de la présente loi. Les lois et règlements concernant les communes sont applicables à la communauté urbaine de Nouakchott, dans toutes leurs dispositions non contraires à celles de la présente loi.

**CHAPITRE I***Délimitation de la Communauté urbaine de Nouakchott*

Article 2 - La communauté urbaine de Nouakchott regroupe les communes situées à l'intérieur des limites de la wilaya de Nouakchott, telles que créées et délimitées par le décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001.

A ce titre, elle regroupe les communes suivantes :

- Commune d'Arafat ;
- Commune de Dar - Naim ;

- Commune d'El Mina ;
- Commune du Ksar ;
- Commune de Riadh ;
- Commune de Sebkha ;
- Commune de Teyragh - Zeina ;
- Commune de Teyaret ;
- Commune de Toujounine.

La Communauté urbaine de Nouakchott est un espace de solidarité et de coordination qui permet aux communes membres d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement et d'aménagement de leur territoire.

## CHAPITRE II

### *Compétences de la Communauté urbaine de Nouakchott*

Article 3 - La Communauté urbaine de Nouakchott exerce de plein droit, aux lieux et places des communes membres, les compétences dévolues à celles-ci aux termes de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987 dans les domaines suivants :

1°) en matière de développement économique et social de l'espace communautaire :

- a) aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique d'intérêt communautaire ;
- b) actions de développement économique et de lutte contre la pauvreté qui dépassent, par leur nature ou leur ampleur, les compétences des communes membres ;
- c) construction, entretien, gestion et animation d'équipements, de réseaux d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs, sportifs, lorsqu'ils sont d'intérêt communautaire ;

2°) En matière d'aménagement de l'espace communautaire et de politique urbaine communautaire :

- a) schéma directeur d'aménagement urbain, plans d'occupation des sols, lotissements et autres

documents généraux d'urbanisme, réserves foncières d'intérêt communautaire ;

- b) organisation du transport urbain, création, aménagement ou entretien de voirie, signalisation, parcs de stationnement et adressage ;

- c) politique du logement d'intérêt communautaire, programme local de l'habitat, programmes d'aménagement urbain et restructuration urbaine d'intérêt communautaire ;

- d) prévention de la délinquance ;

3°) En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) abattoirs, marchés, stades d'intérêt communautaire, services d'incendie et de secours ;

- b) alimentation en eau et éclairage public ;

- c) création et entretien des cimetières ;

- d) ordures ménagères ;

4°) En matière d'actions de protection de l'environnement, lorsqu'elles sont d'intérêt communautaire :

- a) lutte contre la pollution ;
- b) lutte contre les nuisances sonores ;
- c) protection de l'environnement (cordon dunaire)

Lorsque l'interprétation ou l'application des dispositions du présent article donne lieu à des conflits entre la Communauté et les communes membres, ces conflits sont réglés par le ministre de l'Intérieur, conformément aux prévisions de l'article 23 ci-dessous.

Article 4 - Par convention avec les autorités compétentes de L'état, la Communauté urbaine de Nouakchott peut exercer, pour le compte de ce dernier, certaines compétences que celui-ci lui confie.

Les communes membres peuvent transférer à la communauté urbaine de Nouakchott certaines de leurs compétences.

La Communauté urbaine de Nouakchott peut transférer, en tout ou en partie, aux communes membres, certaines de ses compétences.

Article 5 - Pour l'exercice de ses compétences, telles qu'elles résultent de la présente loi, la Communauté urbaine de Nouakchott est substituée, de plein droit, aux communes qui la composent.

Le transfert de compétences emporte transfert au président et au conseil de la communauté de toutes les attributions conférées ou imposées par les lois et règlements respectivement au maire et au conseil municipal.

Article 6 - Les biens, meubles et immeubles précédemment propriété de la commune de Nouakchott sont répartis, par décret pris en conseil des ministres, entre la Communauté urbaine de Nouakchott et les communes créées aux termes du décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001.

Article 7 - La répartition des dettes et obligations entre la Communauté urbaine de Nouakchott et les communes créées aux termes du décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001 est déterminée par décret pris en conseil des ministres.

Article 8 - Les garanties accordées et les subventions accordées en faveur des communes pour la réalisation d'ouvrages faisant l'objet d'un transfert, se trouvent reportées sur la Communauté urbaine.

Article 9 - Les personnels des communes sont transférés à la communauté urbaine de Nouakchott, en fonction des attributions conférées à cette dernière.

### **CHAPITRE III**

#### ***Le conseil de la Communauté urbaine de Nouakchott***

Article 10 - La Communauté urbaine de Nouakchott est administrée par un conseil composé de 37 délégués des communes membres, dont obligatoirement les maires de ces communes.

Le conseil de communauté est chargé de la gestion des questions relevant de la compétence de la communauté.

Les délégués des communes sont élus par chaque conseil municipal en son sein, dans les quinze jours qui suivent son installation. La répartition des sièges au sein du conseil de la communauté est fixée par arrêté du ministre de l'Intérieur, en fonction de l'importance démographique des communes concernées.

Les délégués de communes doivent être élus, en fonction de la composition de chaque conseil municipal, de manière à ce que la composition du conseil de communauté reflète la composition des conseils municipaux.

Le conseil de communauté est installé aux plus tard sous huitaine à partir de la désignation des délégués des communes.

Article 11 - Les incompatibilités applicables aux membres du conseil de la Communauté sont celles que prévoient pour les élections au conseil municipal les articles 108 à 112 de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987 modifiée.

Le mandat des conseillers de la communauté expire lors de l'installation du conseil de communauté suivant le renouvellement général des conseils municipaux.

A Partir de l'installation du conseil, les fonctions du président sont assurées par le doyen d'âge jusqu'à l'élection du président du conseil de la Communauté urbaine.

En cas de vacance parmi les conseillers de la Communauté, par suite de décès, de démission ou toute autre cause, il est pourvu au remplacement dans le délai de deux mois.

Article 12 - Le bureau du conseil de la Communauté comprend un président et trois vice - présidents.

Le président du conseil de la communauté est élu par le conseil de la Communauté, dans les conditions ci - après.

Dans les trente jours qui suivent l'élection des membres du conseil de la Communauté urbaine de Nouakchott, l'autorité de tutelle procède à la convocation du conseil, pour l'élection du bureau.

L'élection du bureau a lieu au scrutin secret.

Le président de la Communauté est élu par le conseil, parmi les maires des communes membres, sur présentation du parti ayant obtenu le plus grand nombre de sièges à l'élection des conseils municipaux, toutes communes de l'agglomération de Nouakchott confondues. Il est élu au premier tour du scrutin, à la majorité absolue des membres du conseil. Au deuxième tour, l'élection se fait à la majorité relative.

Les vices - présidents sont élus, dans l'ordre, par le conseil en son sein, sur proposition de candidatures présentées par les partis représentés au conseil de la Communauté, en un seul tour, par scrutins séparés à la majorité des voix. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé, et, à âge égal, le candidat le plus ancien dans le conseil est déclaré élu.

Dès son élection, le Président de la Communauté urbaine est remplacé, de plein droit, dans ses fonctions de maire de commune, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987 telle que modifiée par la loi n° 2001 - 27 du 7 février 2001.

Article 13 - En cas d'absence ou d'empêchement du président de la Communauté, il est suppléé, dans ses fonctions par l'un des vice - présidents dans l'ordre de l'élection.

Dans ce cas, le suppléant assure l'expédition des affaires courantes et prend, en cas de nécessité, les mesures propres à sauvegarder la continuité du service public.

Article 14 - Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du conseil de la Communauté.

Article 15 - Le président de la Communauté assure l'exécution des décisions du conseil et représente la Communauté dans les actes de la vie civile. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à ses vice - présidents.

Article 16 - Les dispositions du titre premier de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987, modifiée, qui ne sont pas contraires à celles de la présente loi s'appliquent au fonctionnement du conseil de communauté, à l'exécution et au contrôle de ses délibérations ainsi qu'à l'exercice de la tutelle sur ces délibérations.

#### **CHAPITRE IV**

##### ***Régime financier de la Communauté urbaine de Nouakchott***

Article 17 - Les dispositions du titre III de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987 sont applicables à la Communauté urbaine de Nouakchott, sous réserve des dispositions prévues par la présente loi.

Article 18 - Les recettes du budget de la Communauté urbaine de Nouakchott comprennent :

- 1°) le produit des impôts et taxes prélevés par les collectivités locales ou prélevés pour leur compte, tels que prévus par le Code Général des Impôts, à l'exception de la taxe d'habitation et de la taxe communale ;
- 2°) les subventions de l'Etat et des collectivités locales ;
- 3°) le revenu des biens, meubles et immeubles, de la communauté urbaine ;
- 4°) le produit des taxes constituant le prix d'un service rendu par la communauté urbaine ;
- 5°) le produit des redevances et droits divers correspondant aux services assurés en régie, concédés ou affermés par la Communauté urbaine, de sa participation dans les entreprises ;
- 6°) le produit des dons et legs ;
- 7°) le produit des emprunts ;
- 8°) et, toute autre recette prévue par la loi.

Un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des Finances répartit, s'il y a lieu, le produit des impôts et taxes prévus au 1°) du présent article, entre la communauté et les communes membres. A cet effet, il sera tenu compte, notamment :

- des compétences relevant de la communauté urbaine, en application des dispositions de l'article 3 ci - dessus ;

- de la nécessité de l'équilibre financier des différentes communes membres.

- Article 19 - Les charges de la Communauté urbaine de Nouakchott comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement.

Sont obligatoirement inscrites au budget de la communauté, les dépenses mises par une disposition de la loi à la charge des communes membres, quand ces dépenses concernent des services relevant de sa compétence.

Article 20 - Le conseil de la Communauté peut consentir une aide financière aux communes qui font partie de la communauté urbaine et dont le budget serait gravement déficitaire en raison des charges ou sujétions que leur impose leur qualité de membre de la Communauté.

### **CHAPITRE V**

#### ***Durée de la Communauté urbaine de Nouakchott***

Article 21 - La Communauté urbaine de Nouakchott est créée sans limitation de durée, sauf dissolution par décret pris en conseil des ministres, sur rapport du ministre de l'Intérieur.

Le décret de dissolution est motivé, il fixe les conditions dans lesquelles la communauté est liquidée.

### **CHAPITRE VI**

#### ***Dispositions transitoires et finales***

Article 22 - A titre transitoire et pour la mise en place du premier conseil de la communauté urbaine de Nouakchott :

- les délégués des communes seront élus dans les trois jours qui suivent l'installation des municipalités des communes membres ;
- le conseil de la communauté urbaine de Nouakchott est installé, sur convocation de l'autorité de tutelle, dans les trois jours qui suivent l'élection des délégués des communes ;

le bureau de la communauté urbaine de Nouakchott est élu, dans les huit jours qui suivent l'installation du conseil de la

Communauté sous la présidence du doyen d'âge des maires des communes membres.

En attendant l'installation des instances de la Communauté, dans les conditions prévues ci-dessus, les fonctions de conseil de communauté sont exercées par l'assemblée des maires des neuf communes membres ; celles de président de la Communauté par le doyen de cette assemblée.

Article 23 - Le ministre de l'Intérieur, prend, le cas échéant, conjointement avec les ministres compétents, les mesures nécessaires à l'application des dispositions de la présente loi, et en particulier, celles de nature à résoudre les conflits pouvant surgir entre la communauté et les communes la composant, à l'occasion de l'application des articles 3 à 9 ci-dessus.

Dans ce cadre et notamment :

- un arrêté du ministre de l'Intérieur précisera la répartition des compétences, droits et obligations relevant respectivement de la communauté et des communes membres en fonction des compétences, droits et obligations reportées sur ces communes aux termes du décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001 en tant que relevant antérieurement de la commune de Nouakchott.

- Un arrêté conjoint du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances définira les modalités d'exécution du budget de la commune de Nouakchott, au titre de l'exercice 2001, tel que transféré aux communes membres, aux termes du décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001, et compte tenu de l'institution de la communauté urbaine de Nouakchott.

Article 24 - Les dispositions de la présente loi seront précisées, en tant que de besoin, par décret.

Article 25 - La présente loi abroge les dispositions antérieures contraires et notamment celles du titre VIII de l'ordonnance n° 87 - 289 du 20 octobre 1987.

Article 26 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

*Nouakchott, le 19 juillet 2001*

Le Président de la République  
MAAOUYA OULD SID'AHMED TAYA  
Le Premier Ministre  
CHEIKH EL AVIA OULD MOHAMMED  
KHOUNA

**DECRETS, ARRETES, DECISIONS,  
CIRCULAIRES**

**Ministère de la Défense Nationale**

Actes Divers

*Décret n° 123 - 2001 du 02 juillet 2001 portant nomination d'un élève officier au grade de sous - lieutenant d'active de l'Armée Nationale.*

ARTICLE PREMIER - L'élève officier d'active Cheikh ould Oudeika, mle 97 504 est nommé au grade de s/lieutenant d'active de l'Armée Nationale à compter du 25 février 2000.

ARTICLE 2 - Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

**Ministère de la Justice**

Actes Réglementaires

*Arrêté n° R - 521 du 24 juin 2001 portant la durée des vacances judiciaires au titre de l'année 2001.*

ARTICLE PREMIER - Les vacances judiciaires au titre de l'année 2001 commenceront le 16 juillet et prendront fin le 15 octobre 2001.

ARTICLE 2 - Le calendrier des audiences de vacation sera fixé ultérieurement.

ARTICLE 3 - Les juges devant assurer les services d'intérim pendant les vacances judiciaires, seront désignés conformément aux articles 51 et 52 de la loi n° 94.012 du 17 février 1994 portant statut de la magistrature.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

*Décret n° 098 - 2001 du 25 juin 2001 portant affectation de certains magistrats.*

ARTICLE PREMIER - Les magistrats dont les noms suivent, reçoivent à compter du 17 décembre 2000 leurs affectations conformément aux indications ci - après :

NOM & PRENOM	MATRICULE	ANCIEN POSTE	NOUVEAU POSTE
<i>I - Cour suprême</i>			
Mohamed Mahmoud o/ Sidiya	49360B	P/CCS/CA/NDB	Conseiller
Dah o/ Abdel Kader	48726 M	Ministère de la Justice	Conseiller
Med Yahdhih o/ Moctar El Hassen	52674B	P/TM/Aleg	Conseiller
Mohamed Salem o/ Barikalla	52268N	P/TM/Ouad Naga	Conseiller
<i>II - Cours d'Appel</i>			
<i>a) Nouakchott</i>			
Med Vadel o/ Med Salem	45017F	Conseiller cour suprême	président chambre commerciale
<i>b) Nouadhibou</i>			
Eba o/ Med Mahmoud	50538 G	P/CA/NDB	Président chambre civile et sociale.
Sidi Brahim o/ Med Khattar	45032 X	P/CC/CA/NKTT	président cour d'appel
			président chambre administrative
<i>c) Kiffa</i>			
Mohamed Bouya o/ Nahi	70292 D	substitut/P/CA/NKTT	conseiller chambre civile et sociale